

Un quotidien où le pire peut arriver à chaque instant !

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Ces dernières semaines, l'actualité dans le monde de l'éducation a été très lourde et dense en constats sans surprise et événements dramatiques. Tout d'abord, le rapport de l'inspection générale (IGESR) publié le 17 juin 2025, établit ce qui était prédit à savoir l'échec du « choc des savoirs ». Ce rapport fait le constat des effets délétères de cette mesure avec pour conséquence la dégradation du niveau des élèves et du fonctionnement des établissements. Néanmoins, alors que ce rapport confirme que les groupes de niveaux sont une mesure de tri social renforçant les inégalités, les écarts entre les élèves et les discriminations envers les élèves handicapé.es, le ministère s'obstine et maintient cette réforme néfaste.

L'inspection générale souligne également le manque de moyens du système éducatif et la difficulté à appliquer la mesure à l'échelle locale. Elle pointe la déconnexion d'une réforme pensée sans la concertation des personnels et sans tenir compte de leur expertise. Pour SUD éducation, le ministère doit supprimer cette réforme de tri social qui fragilise les plus faibles, explose le groupe classe et dégrade les conditions d'enseignement des personnels et d'apprentissage des élèves. En effet, la conséquence directe de cet entêtement politique est l'aggravation des inégalités et la dégradation des services publics, dont vont souffrir en premier lieu les élèves les plus fragiles et les personnels les plus précaires.

L'inclusion scolaire, imaginée pour accueillir les enfants relevant du handicap et créée il y a maintenant vingt ans, reste encore trop souvent un droit de papier. Avec pour conséquence une souffrance chez les élèves et les enseignant.es. Deux décennies après l'adoption de ce texte législatif, la réalité est sans appel puisque certains ne sont toujours pas scolarisés à l'école à plein temps. Certain.es d'entre eux ne bénéficient toujours pas de l'accompagnement requis et trop peu bénéficient de bonnes conditions d'accueil. Il est temps de sortir des annonces d'esbroufe et d'assumer le coût réel de cette ambition en créant notamment un véritable statut pour les personnels que sont les AESH maintenu.es dans la précarité et en nombre insuffisant.

L'éducation nationale est en manque de tout. Non pas de portiques, ni de caméras de vidéosurveillance, ni de fouille de sacs et encore moins de déploiement télévisuel de forces de l'ordre mais de personnel.les qualifié.es et formé.es aux enjeux éducatifs. Le drame de Nogent est la terrible et funeste illustration de cette fuite en avant sécuritaire totalement inefficace, puisque des gendarmes étaient présents aux abords du collège pour un contrôle inopiné des sacs, en marge duquel notre collègue assistante d'éducation, Mélanie Grapinet, a été poignardée par un élève de 3ème, lui-même ambassadeur Phare. C'est l'échec de dispositifs techniques décidés dans le moment émotionnel des drames pour avoir un impact médiatique plutôt qu'une véritable politique éducative et sociale.

Mais encore une fois, le 21 mai dernier, à rebours de ces constats, le rapport Paccaud est tombé comme un coup de semonce en préconisant le détricotage de l'éducation prioritaire. Cette nouvelle attaque a été contrecarrée au niveau local par les équipes du REP+ des Provinces qui se sont mobilisées afin de s'opposer à la menace de suppression de 5 postes d'assistant.es pédagogiques et pour défendre le maintien de leurs moyens et poursuivre le travail en équipe engagé de longue date.

Monsieur l'IA, il y a urgence à bâtir une école avec les moyens nécessaires pour lutter contre les inégalités sociales, pour financer une vraie politique d'éducation prioritaire, pour diminuer les effectifs par classe et ce afin de scolariser l'ensemble des élèves dans nos écoles publiques.